

Le Monde 3/8/2000 p.1, 10

L'Europe monétaire, cauchemar politique

AMÉLIORER la coordination des politiques économiques à l'intérieur de la zone euro, renforcer le rôle du conseil des onze ministres des finances, l'euro 11 : le gouvernement français avait, sur ce dossier, beaucoup promis, annonçant dès le mois de mai qu'il entendait en faire la priorité de ses six mois de présidence de l'Union. Quelques semaines seulement après avoir pris ses fonctions, il doit d'ores et déjà ravalier ses ambitions. « *Qu'avons nous décidé dimanche 16 juillet à Bruxelles ? Qu'il n'y avait pas de sujet tabou entre nous, a pourtant tenu à souligner, lundi 24 juillet, dans un point de vue publié simultanément par Les Echos et le Financial Times, le ministre français de l'économie et des finances, Laurent Fabius. Tout ce qui intéresse la bonne marche de nos économies et le taux de change de l'euro doit pouvoir être franchement débattu au sein de l'euro-groupe, le nouveau nom que nous avons choisi pour notre réunion des ministres des finances de la zone euro.* »

Cette satisfaction officiellement affichée ne fait guère illusion. Au-delà de l'interdit psychologique levé et d'une innovation linguistique, le bilan des avancées concrètes pa-

rait maigre : il se limite à la publication régulière, « *avant la fin de l'année, d'un nouvel indicateur avancé sur la conjoncture de la zone euro dans son ensemble* », annonce qui a laissé de marbre les milieux économiques et financiers. On est bien loin des propositions alléchantes évoquées à Bercy au printemps pour l'euro 11 : création d'une troïka, allongement – de six mois à un an – de la durée de la présidence tournante du conseil, désignation d'un « *Monsieur euro* », création d'un secrétariat permanent, autres améliorations institutionnelles visant à rendre moins informelle cette instance non définie par le traité de Maastricht. Tous ces beaux projets ont, pour l'instant, été sagement remisés. M. Fabius a découvert que l'Europe « *plurielle* » est aussi délicate à gérer que la majorité qualifiée de la même façon.

Ses idées n'ont pas seulement suscité la défiance des nations qui se tiennent en dehors de la zone, au premier rang desquelles le Royaume-Uni.

Pierre-Antoine Delhommais

*Lire la suite page 10
et nos informations page 12*

L'Europe monétaire, cauchemar politique

Suite de la première page

Elles ont provoqué l'hostilité des « petits » pays craignant que les grands profitent de ces aménagements pour asseoir un peu plus leur domination. Elles ont aussi, ce qui est plus grave, déplu à des gouvernements qui semblaient pourtant à priori bien disposés vis-à-vis des initiatives françaises, tel celui du chancelier allemand Gerhard Schröder. Ils ont pris leurs distances à la suite d'une impressionnante série de maladresses françaises, qui a donné le sentiment que le meilleur moyen pour Paris de renforcer le pouvoir de l'Euro-11 était encore d'affaiblir celui de la Banque centrale européenne (BCE), d'en restreindre les prérogatives et d'en limiter l'indépendance.

Dès le mois de mai, les déclarations du premier ministre, Lionel Jospin, devant l'Assemblée nationale, évoquant « le souci d'assurer une meilleure visibilité de la politique économique de la zone euro et de l'autorité, naturellement politique, la conduisant » avaient provoqué quelque émoi à Francfort. « M. Euro, c'est moi », avait aussitôt répliqué le président de la BCE, Wim Duisenberg, en ajoutant que « la coopération entre les ministres des finances et de l'économie responsables de la zone dans le cadre de l'Euro-11 et leur dialogue

continu avec la BCE constituent un ensemble très acceptable, voire agréable, qui ne doit pas s'orienter dans la direction de développements institutionnels et politiques qui seraient différents des progrès en cours. »

Début juin, M. Fabius, seul parmi les onze ministres de l'Union, avait publiquement dit tout le mal qu'il pensait d'un éventuel durcissement de la politique monétaire en Europe. « Il faut que l'on ait des taux d'intérêt qui soient accommodants, qui n'entraînent pas le développement économique », avait-il expliqué. Quelques jours plus tard, la BCE relevait d'un demi-point ses taux directeurs, infligeant un camouflet au locataire de Bercy.

La polémique a pris récemment une dimension nouvelle à la suite des propos tenus par M. Fabius devant le comité économique du Parlement européen de Strasbourg. Le ministre français a envisagé la possibilité que les ministres des finances de la zone fixent eux-mêmes un objectif d'inflation que la BCE aurait pour mission de respecter. La réaction du président de la Bundesbank, Ernst Welteke, a été immédiate et violente, en dépit des tentatives d'apaisement de M. Fabius, parlant d'un quiproquo. « Je ne dois pas insister, a noté M. Welteke, sur l'importance de l'indépendance de la politique monétaire pour le succès de la politique de stabilité des prix. Ou peut-être que si. Du moins, on peut avoir cette impression en raison de certaines déclarations faites de l'autre côté du Rhin. »

Peut-être le gouvernement français a-t-il cru qu'après une série de hausses de taux, par nature impopulaires, le terrain était devenu favorable pour lancer une attaque en règle contre la BCE, avec l'espoir que l'Allemagne se range à son point de vue.

Grave erreur d'appréciation : car dans un pays où la Bundesbank, malgré l'arrivée de l'euro, est loin d'avoir perdu toute son aura, les orientations de Paris ont été perçues comme une remise en question malvenue et dangereuse de l'équilibre des pouvoirs au sein de l'Union monétaire.

CRITIQUES DÉPLACÉES

La France, après ces faux pas, aura désormais bien du mal à promouvoir l'eurogroupe sans éveiller le soupçon selon lequel elle souhaite porter atteinte à l'indépendance de la BCE. Le risque existe même qu'au lieu de renforcer, comme promis, le rôle du conseil des ministres européens, le gouvernement français ne réussisse au bout du compte qu'à l'affaiblir. De l'avis de tous, pourtant, une meilleure coordination des politiques économiques des onze pays est indispensable pour installer solidement l'euro sur la scène internationale, pour en asseoir, selon l'expression consacrée, la crédibilité.

A cet égard, les critiques répétées de Paris contre l'institut d'émission apparaissent, vues de New York ou de Tokyo, totalement déplacées. Les investisseurs américains ou japonais jugent d'abord que la BCE, malgré des tâtonnements dans ses prises de décision et des approximations dans sa communication, s'est dans l'ensemble bien acquittée de sa mission, aussi bien sur le plan technique que stratégique. Et que, même si son président, Wim Duisenberg, n'a pas l'envergure de son collègue de la Réserve fédérale américaine, Alan Greenspan, elle a réussi à s'imposer comme un pôle de stabilité plutôt réconfortant pour la communauté financière mondiale.

La vraie défaillance du système, depuis le 1^{er} janvier 1999, est venue

du comportement des onze gouvernements de la zone, incapables de parler d'une seule voix lors du plénon, au printemps, de l'euro. L'urgence n'est pas aujourd'hui, comme le laisse entendre Paris, de reprendre à la BCE une partie de ses pouvoirs, par exemple dans le domaine de la politique de change, ni de rendre plus « vivant et direct » – selon le vœu de M. Fabius – le dialogue entre l'eurogroupe et les dirigeants de la Banque centrale. Elle est d'accélérer le processus d'intégration et d'harmonisation économique à l'intérieur de la zone. Les dossiers de travail ne manquent pas : impôt sur le revenu, fiscalité de l'épargne, des entreprises, durée du temps de travail, protection sociale, réduction des dépenses publiques, évolution du nombre des fonctionnaires... Faute de quoi, l'Union, de plus en plus monétaire et de moins en moins économique, ne pourra qu'être bancale.

Pierre-Antoine Delhommais